



Nous voulons continuer à "bâtir la paix" et refusons de "vivre des guerres"

Le voilà le choix que nous avons à faire dans les semaines qui viennent. Cela peut paraître violent, excessif, cela le devient beaucoup moins lorsque l'on sait que, par exemple, des Frégates (type Lafayette), fabriquées à Lorient, participent actuellement au dispositif militaire déployé par l'Arabie Saoudite au Yémen ...

C'est cela le vrai visage du commerce des armes et c'est dans cette direction que la Direction Générale et le gouvernement actuel veulent nous envoyer avec le projet de rapprochement avec Fincantieri, et ce, sans option de retour possible !

Ne nous trompons pas sur les enjeux, ce qu'on nous prépare aujourd'hui c'est:

- ✓ **Socialement**, la perte de nombreux emplois au nom de la réduction des doublons. La mise en compétition des personnels pour encore augmenter les marges nettes.
- ✓ **Industriellement**, la mise en danger de plusieurs sites, toujours au nom de la réduction des doublons, la perte des compétences qui vont avec, et l'inévitable dépendance vis-à-vis d'autres industriels qui vont nous imposer leurs règles ! Nous ne serions plus maîtres chez nous...
- ✓ **Politiquement**, l'entrée de notre entreprise dans l'impitoyable marché des armes. La dépendance directe de notre entreprise au nombre et à la violence des conflits armés dans le monde. Le risque réel de fabriquer des armes qui un jour se retourneraient contre nos forces armées, notre pays.

Il est faux de dire que nous n'avons pas d'autre choix, nous avons parfaitement les moyens de continuer à travailler aux programmes dits "nationaux", à la diversification, et pourquoi pas à l'exportation pour peu que ces contrats reçoivent l'aval de la représentation nationale et qu'ils remplissent les critères requis actuels (voir dernier argumentaire CGT).

Nous sous-traitons plus de travaux que nous n'en faisons.

Notre vocation principale est d'équiper notre Marine Nationale et nous avons largement de quoi assurer notre avenir !

Les élus CGT au CCE vont une nouvelle fois interpeler la Direction Générale à ce sujet. Ce projet de rapprochement avec Fincantieri (et Leonardo !) ne doit pas voir le jour. C'est le gouvernement, notre "actionnaire" qui validera (ou non !) ce projet après que les Pdg des entreprises concernées lui aient remis une proposition écrite.

Ne laissons ni le Pdg et ses 40 méritants, ni la Ministre, vendre NOTRE entreprise aux plus offrants !

Sauvons nos emplois, défendons la souveraineté de notre pays.

Partout où cela est possible les personnels doivent dire NON à cette opération capitaliste !